

Avec 2.508 membres, Défi est de plus en plus wallon

PARTIS Les adhésions ont augmenté après la séquence politique de cet été

- En 2014, Olivier Maingain réaffirmait sa volonté d'implanter Défi en Wallonie.
- Quatre ans plus tard, plus de 40 % de ses membres proviennent du sud du pays.
- L'objectif : une cinquantaine d'élus locaux en 2018.

Olivier Maingain, star de l'été politique, a exporté la notoriété de Défi bien au-delà de Bruxelles. Le Grand Baromètre publié par *Le Soir* à la rentrée en portait d'ailleurs la trace : le parti amarante passait de 2,8 % à 6,2 % d'intentions de vote. Voilà pour la sympathie, ponctuelle ou plus ancrée. Mais qu'en est-il de l'ancrage partisan ? Huit ans après l'annonce du président de feu le FDF d'implanter ses troupes sur le sol électoral wallon et quatre ans après la réaffirmation de cette ambition à l'occasion de son changement de nom, cette présence a-t-elle pris corps ?

Il semble que oui. Ainsi, selon les chiffres fournis par le parti, Défi dispose désormais de 2.508 membres en Wallonie, pour quelque 3.300 en région bruxelloise. Un sérieux rééquilibrage pour un parti dont le fonds de commerce fut longtemps limité à la défense des francophones de la périphérie de Bruxelles. « *Il y avait une organisation de l'implantation locale qui datait de 2012, rappelle le politologue Pierre Verjans (ULg), coauteur d'un article*

sur « Le défi wallon du FDF » paru sur le site internet du CRISP en 2016. *Je pensais que les militants allaient s'es-souffler mais cela ne semble pas être le cas. Au contraire, ils ont réalisé un travail de fond, un travail de contact avec les gens qui avaient accepté d'être candidats en 2012 et 2014.* » La volonté de faire un sort au décumul wallon, en novembre 2016, puis l'éclatement de Publifin et du Samusocial lui ont offert sur un plateau les déçus des partis traditionnels. « *Ceux qui cherchaient un parti pas trop mouillé par les affaires*

et n'avaient pas confiance en Ecolo, ont trouvé en Défi un refuge », ajoute-t-il.

Et comme le montre notre infographie, cette percée ne se limite pas au Brabant wallon, que le cliché compare parfois à une excroissance sociologique de Bruxelles. La dixième province du royaume ne rassemble en effet que 11 sections (20 %) et 684 membres (27 %) des amarantes sudistes. Le Hainaut, avec 22 sections (40 %) et 891 membres (36 %) pèse de tout son poids démographique. A l'inverse, Liège, tout aussi peuplée, ne recense que 9 sections (16 %) et 138 membres (6 %). Et cette implantation s'observe tant dans les communes socialistes du vieux sillon industriel que dans les communes-dortoirs. « *Il y a des rapports beaucoup plus étroits entre le Hainaut et Bruxelles qu'entre Liège et Bruxelles, estime le politologue. Et c'est peut-être aussi la tentative de retrouver les racines d'un mouvement wallon remontant à l'époque où il y avait des connivences entre le Rassemblement wallon (RW) et le FDF.* »

Une tentation originelle

Car on l'a oublié mais cette tentative de percer sur le sol wallon n'est pas la première pour l'ex-FDF. Comme le rappellent Pierre Verjans, Maxime Counet et Geoffroy Matagne dans leur article, « *les liens entre le FDF et la Wallonie datent de la genèse du parti* ». Un an après sa naissance, le parti conclut un accord techniquement d'apparement avec le Front Démocratique Wallon, futur RW, sur la circonscription de Nivelles. Puis en 1968, les deux formations s'associent, tandem qui fonctionnera avec un certain succès jusqu'au début des années 80 avec jusqu'à 14 députés à la Chambre (1971) et 7 sénateurs (1971 et 1974). La disposition progressive du parti régionaliste aura toutefois raison de cette première tentative de percée.

La suivante, amorcée dès 2009

par Olivier Maingain (alors que Défi est toujours une composante du MR), semble en voie d'aboutir. Ainsi au scrutin communal de 2012, l'ex-FDF était représenté dans 46 communes, dont 28 via des listes ho-

mogènes selon le parti (24 selon le CRISP). Une présence de 377 candidats qui avait permis aux Fédéralistes de faire émerger trois mandataires locaux et deux élus provinciaux (en Brabant wallon). Si les 55 sections actuelles proposent toutes une liste propre ou en cartel, la visibilité de Défi dans le scrutin local s'en trouvera renforcée.

Un investissement rentable

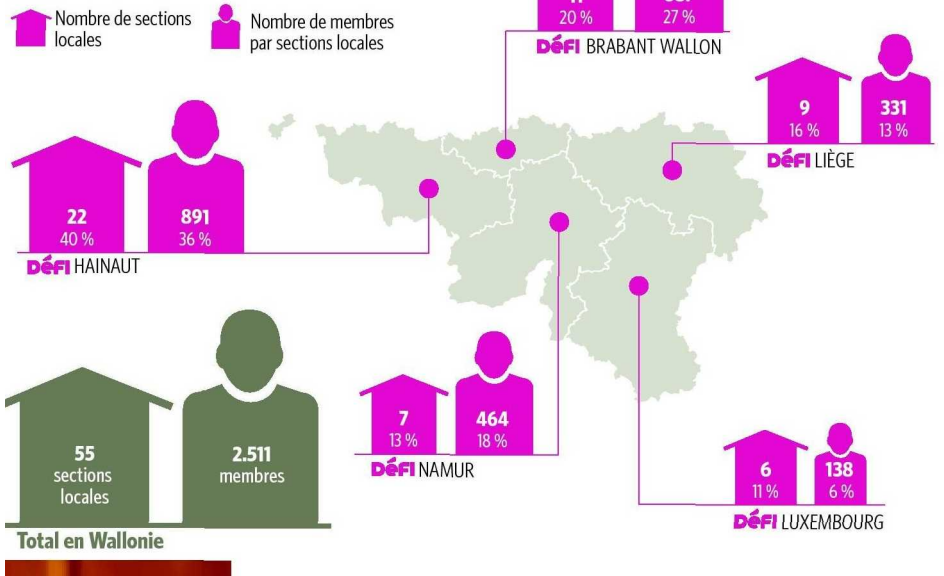
D'autant que les sondages favorables pourraient encore renforcer le capital sympathie du parti auprès des indécis. « *Les sondages modifient l'attitude des gens, comme tout miroir, estime encore Pierre Verjans. Cela pourrait renforcer le phénomène d'adhésion à Défi.* »

Un enjeu qui est loin d'être négligeable. En effet, comme le soulignent

les trois auteurs de l'article du CRISP, « *annuellement, outre un montant forfaitaire de 175.029,44 euros (montants en vigueur en 2014), chaque parti reçoit un montant supplémentaire de 2,99 euros par vote valablement exprimé. Autrement dit, les quelque 50.000 électeurs wallons de Défi permettent à ce parti d'accroître significativement le montant de la dotation publique fédérale qui lui est versée par la Chambre* ». En 2015, les voix wallonnes glanées six mois plus tôt par le parti d'Olivier Maingain lui ont ainsi rapporté 151.500 euros, sur une enveloppe totale d'environ 491.000 euros. « *Quoique peu productive sur le plan électoral, écrivent-ils, l'implantation de Défi en Wallonie s'est donc révélée intéressante d'un point de vue financier.* » ■

PASCAL LORENT

Les sections locales de Défi en Wallonie



AMBITIONS

Maingain : « une cinquantaine d'élus wallons »

Le président de Défi savoure les chiffres en sa possession. Si la tendance se confirme, il pourrait ajouter des touches amarautes au tableau électoral wallon que confectionneront les électeurs, dès l'an prochain. « C'est une percée encore modeste mais néanmoins intéressante. On a ressenti un intérêt spontané ces derniers mois de la part des citoyens. Il est vrai que les événements de l'été nous ont placés sous les feux de la rampe ». Olivier Maingain avance ses arguments pour séduire les Wallons en 2019 : solidarité avec Bruxelles, gouvernance, correction du Plan Marshall. Mais avant cela, il y aura les communales, l'an prochain.

« Si nous pouvions obtenir une bonne cinquantaine d'élus sur l'ensemble de ces circonscriptions, ce serait bien, même si cela peut sembler ambitieux. »

P.L.T

LE SOIR

L'interview d'Olivier Maingain à lire sur notre site www.plus.lesoir.be

Châtelet « Depuis l'été, on constate un engouement »

PORTRAIT

Rosario Gagliano a quitté San Clemente depuis des lustres. Mais 43 années passées en Belgique n'ont pas effacé cet accent roulant comme les flots de l'Arno. Cet ancien indépendant carreleur préside aujourd'hui la section Défi de Châtelet. « Nous l'avons fondée en mars 2013, raconte-t-il. Puis nous avons participé aux élections de 2014 ».

Avant ce ralliement à l'étoffe amarante, cet homme au regard franc militaire, comme quatre des cinq membres fondateurs de la section locale, au sein du Mouvement Réformateur. Des tensions internes puis l'élection d'un nouveau président à la tête des libéraux sambriens ont précipité le divorce. Et Rosario Gagliano n'est pas parti seul : d'autres membres, dont un conseiller communal siégeant depuis comme indépendant, l'ont suivi.

« Je suis un libéral centriste, avance-t-il. Les idées plus à droite ne me correspondaient plus ». Le choix du MR de s'allier à la N-VA l'a conforté dans sa conviction d'avoir posé le bon choix.

La section Défi de Châtelet compte aujourd'hui une vingtaine de membres. Ce qui semble modeste mais respectable dans une ville qui, d'élections en élections, reste un bastion socialiste inexpugnable. « Et nous avons beaucoup plus de sympathisants qui ne souhaitent pas s'afficher car certains sont commerçants, poursuit le Florentin. J'espère qu'ils vont s'enhardir au fil des mois ». D'autant qu'au soleil des médias, cet été, Défi a pris des couleurs et de la vigueur. Il séduit désormais des indécis, des peu politisés et des déçus des trois partis traditionnels.

Ainsi, né au départ d'un groupe surtout ancré à Bouffloulx (un des villages de l'entité), elle étend

désormais le réseau de ses membres aux rues de Châtelet même. « Depuis l'été, ça bouge, constate Rosario. Je suis approché par des personnes que je ne connaissais pas, y compris certaines qui résident dans le quartier du bourgmestre. On constate un engouement. »

Dans cette cité au riche passé industriel et culturel, la sociologie ne plaide pas nécessairement en faveur d'un parti qui semble accueillir cadres, professions libérales et indépendants. Mais si les clichés ont la vie dure, la réalité du terrain semble autre. « Nous rassemblons des personnes aux profils différents : des ouvriers, des universitaires, des indépendants... », énumère-t-il.

Pour l'heure, les relations avec la majorité socialiste restent bonnes. Et la section peut compter sur un soutien logistique du parti pour la réalisation de ses

toutes-boîtes. Un apport important pour préparer le terrain du scrutin communal. « Nous disposons déjà d'une liste de 16 personnes sûres et nous sommes en pourparlers avec une dizaine d'autres, explique Rosario. Le but est de présenter une liste complète, avec 33 candidats, en 2018 ». Et de décrocher un voire deux élus communaux.

Un objectif qui n'est pas irréaliste : en 2014, la liste FDF avait obtenu 1.162 voix à l'élection régionale et 1.057 voix au scrutin fédéral sur le canton de Châtelet. Mais, à l'exception de leur actuel conseiller communal, aucun des autres membres de la section n'avait franchi le cap des 100 voix. Le sigle reste donc bien l'élément fédérateur faute de personnalités sur la liste. Cela pourrait constituer un handicap si l'amarante venait à pâlir dans les sondages. ■

P.L.T